



MÉDECINS RECHERCHÉS à l'Île-du-Prince-Édouard

L'Île-du-Prince-Édouard recherche encore cette année près d'une soixantaine de médecins pour répondre aux besoins du système dans les différentes régions de l'Île. En date du 20 février 2025, on a besoin de médecins en pratique familiale, en anesthésie, obstétrique, santé mentale, pédiatrie, oncologie, gynécologie, chirurgie, pour n'en nommer que quelques-uns.

- PAR CLAIRE LANTEIGNE -

Santé Î.-P.-É. accueille un nombre record de médecins qui entrent dans le système de santé de la province. Entre le 1^{er} janvier 2024 et le 1^{er} janvier 2025, on a recruté 41 nouveaux médecins, dont 13 médecins de famille et 28 autres spécialistes.

«Dernièrement nous avons, entre autres, recruté des médecins en pratique familiale et des médecins spécialistes : urgence, anesthésie, médecine interne, chirurgien, pédiatre, etc.» de dire Bruno G. Bérubé, gestionnaire de Ressources humaines à Santé Î.-P.-É.

M. Bérubé ajoute que les processus administratifs ont été revus et regroupés pour réduire les étapes nécessaires à l'embauche. Ces changements ont permis de réduire le nombre d'étapes nécessaires de 49 à 11, ce qui a accéléré le recrutement et permis une intégration plus rapide de ces professionnelles et professionnels qualifiés dans le système de santé. «Les médecins peuvent avancer dans le processus de recrutement plus rapidement que jamais et avoir une meilleure expérience», dit-il.

Cette diminution des procédures administratives fait en sorte que l'on peut faire plus d'affaires en même temps. On sait qu'avec le développement technologique il y a de nouveaux outils pour aider et même s'il y a encore une partie manuelle à faire, on peut focuser encore plus sur les nouvelles technologies.



Photo : Gracieuseté

Bruno G. Bérubé, gestionnaire de Ressources humaines à Santé Î.-P.-É.



Une personne recevant sa lettre d'offre de Santé Î.-P.-É. accompagnée de sa famille à Dubaï, l'an dernier. (Photo : Santé Î.-P.-É.)



Près d'une soixantaine de médecins sont recherchés à l'ÎPÉ pour répondre aux besoins du système dans les différentes régions de l'Île.

Recrutement au Canada et ailleurs

«Nous recrutons principalement au Canada», de poursuivre M. Bérubé. «C'est plus facile, car les médecins ont déjà la formation et les permis de pratique nécessaires. De plus, ça facilite leur emménagement à l'ÎPÉ. Toutefois, comme nous avons toujours des postes disponibles, nous recrutons aussi aux États-Unis, en Europe et dans d'autres pays, dont les compétences en médecine peuvent être reconnues au Canada. À l'occasion, on participe avec les autres provinces de l'Atlantique à des événements ou missions de recrutement.

Les efforts de recrutement ont aussi été facilités par les récents changements réglementaires qui permettent une procédure simplifiée pour les médecins de famille formés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Irlande et en Australie. Pour les autres spécialistes, les changements permettent aux médecins formés aux États-Unis et détenant une certification de spécialiste, ainsi qu'aux médecins provenant de 29 territoires dans sept pays de bénéficier d'un processus simplifié pour accéder au permis d'exercice.

L'Î.-P.-É. recrute majoritairement des médecins anglophones. Il n'y a pas

de critère pour la langue, mais les professionnels intéressés doivent passer un test d'anglais pour s'assurer qu'ils maîtrisent bien la langue. Il n'y a pas de position déterminée française, anglaise ou bilingue.

L'Île-du-Prince-Édouard continue son travail de recrutement à l'interne pour attirer plus de médecins que jamais pour servir les Insulaires. Sur leur site web, on peut voir les possibilités offertes aux futurs médecins par Santé Î.-P.-É. et la province, mettant de l'avant la qualité de la vie à l'Île et l'abondance de la nature. On peut aussi lire des témoignages de nouveaux médecins qui ont choisi de venir s'y installer.



On peut consulter la liste d'emplois disponibles en anglais au <https://physiciancareerspei.ca/>

Séances de soutien pour les candidats de l'ÎPÉ qui désirent la certification **Sceau rouge**

Cette année, Workplace Essential Skills For Success (WESS) propose une nouvelle approche aux gens de métier expérimentés, appelés **Challengers**, qui souhaitent passer l'examen de certification Sceau rouge. La certification Sceau rouge est une attestation interprovinciale canadienne décernée, après examens, à des travailleurs spécialisés qui ont acquis des savoirs et compétences professionnels répondant à des normes nationales.

- PAR CLAIRE LANTEIGNE -

«**C**'est un programme réglementé par le fédéral», de dire Jacob Robar, chef d'équipe de projet, «mais ici à l'Île, WESS comble le besoin en donnant des sessions gratuites à Summerside et Charlottetown aux personnes intéressées. Les candidats qui ont des années d'expérience dans un métier ont généralement le nombre d'heures requis pour obtenir une certification Sceau rouge. Cependant, au lieu de suivre le programme d'apprentissage ou de retourner à l'école, ils peuvent présenter une demande pour passer l'examen de certification Sceau rouge.»

Jacob ajoute, qu'actuellement, un

Challenger ne peut se préparer qu'à l'examen par lui-même, mais il peut avoir besoin d'une aide supplémentaire. WESS comble cette lacune en proposant des séances de préparation ou un coaching individuel sur les compétences à acquérir pour passer l'examen, la navigation dans les ressources disponibles, les techniques d'étude ou même l'aide aux mathématiques des métiers.

M. Robar ajoute que cette certification n'est pas obligatoire, mais il y a des raisons de l'avoir. Cela permet aux travailleurs diplômés d'une province de travailler dans les autres provinces canadiennes grâce à cette reconnaissance des acquis et de l'expérience dans un domaine.

«Ce sont majoritairement des

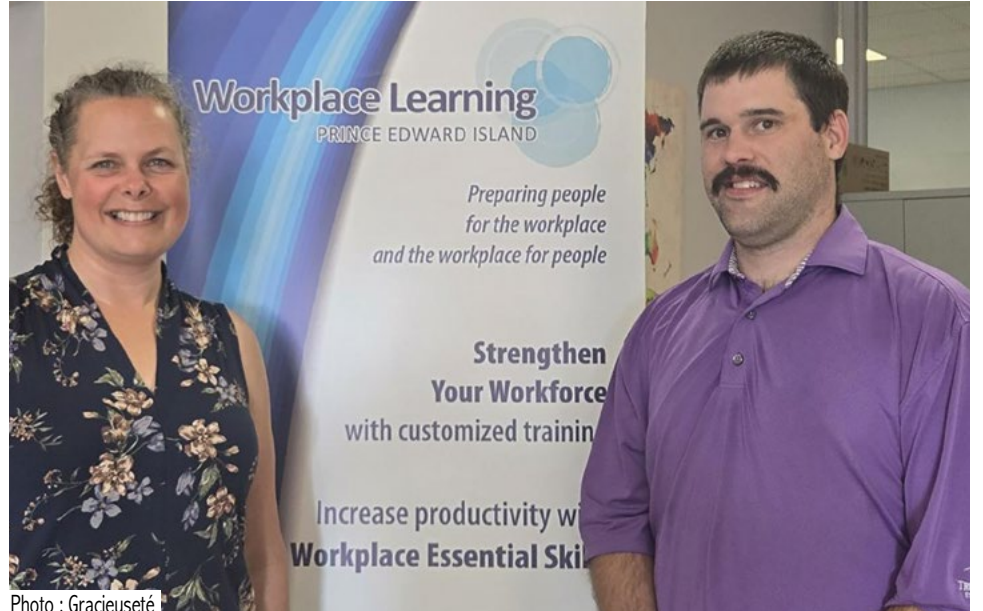


Photo : Gracieuseté

Devon Turcotte, cheffe de programme à Charlottetown et Jacob Robar, chef d'équipe de projet.

hommes qui suivent la formation pour obtenir le Sceau rouge, surtout les charpentiers, les électriciens, les mécaniciens (camion et transport) ainsi que des plombiers et des soudeurs», d'ajouter Jacob. «Il y a différentes démographies et on retrouve des femmes dans d'autres de nos formations, comme l'apprentissage.»

Session en français pour groupe sur demande

Les sessions se donnent en anglais, mais s'il y avait une demande pour un groupe de francophones, on pourrait l'offrir en français. On donne des sessions d'une heure en soirée afin qu'elles soient plus accessibles et on n'est pas obligé de toutes les suivre, même c'est encouragé. Une trentaine de participants ont suivi la dernière session.

Workplace Essential Skills for Success relève de Workplace Learning PEI Inc., un organisme à but non lucratif établi en 1997 pour aider les gens à suivre le rythme des changements rapides observés sur le lieu de travail. Il est financé en partie par une subvention du ministère de la Main-d'œuvre, de l'Enseignement supérieur et de la Population et Skills PEI.

PROCHAINES SESSIONS

Les prochaines sessions gratuites auront lieu au 57, rue Central, à Summerside, dans la salle ADL en bas de la Bibliothèque Rotary :

- **STRATÉGIES DE TEST**
Jeudi 6 mars de 19 h à 20 h
Comment bien se préparer à un examen et comment le passer plus efficacement
- **MATHÉMATIQUES DES MÉTIERS**
Jeudi 13 mars de 19 h à 20 h
Une mise à jour sur les concepts de bases des mathématiques des métiers.
- Une première session sur les **RESSOURCES COMMERCIALES** a eu lieu le 20 février et une autre sur les **STRATÉGIES D'ÉTUDE** le 27 février.

Les participants ne sont pas obligés de participer à toutes les sessions, mais on les encourage à le faire afin d'être bien préparés.



Photo : Gracieuseté

Jacob Robar, chef d'équipe de projet.

La Commission scolaire de langue française

Une mer de possibilités

La Commission scolaire de langue française



SUPLÉANTS RECHERCHÉS DANS TOUTES LES ÉCOLES :

Soumets ta candidature à : emploi@edu.pe.ca

Les Forces armées canadiennes facilitent leur recrutement

Plusieurs assouplissements ont récemment été apportés ou le seront d'ici le mois prochain au processus de recrutement des Forces armées canadiennes. Des membres de la Défense nationale ont annoncé ces changements lors d'un point de presse au quartier général de la Défense nationale, à Ottawa.

- PAR CLAIRE LANTEIGNE -

En plus d'embaucher davantage de résidents permanents, les Forces armées canadiennes n'écartent plus automatiquement les candidats qui souffrent de certains problèmes de santé, dans un souci d'augmenter ses effectifs. Quatre problèmes de santé feront désormais l'objet d'une évaluation cas par cas : le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH), l'anxiété, l'asthme et les allergies. «Les recrues étaient auparavant séparées en deux groupes : les personnes aptes et les personnes inaptes», a expliqué le major général Scott Malcolm, médecin général des Forces armées canadiennes.

Le major général était accompagné de la lieutenant-générale Lise Bourgon, cheffe du personnel militaire et commandante du Commandement du personnel militaire, qui a, pour sa part, souligné une nouvelle collaboration entre Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et l'armée canadienne.

«Il faut les bonnes personnes et de l'argent pour faire le travail», a-t-elle déclaré, insistant sur le fait que les résidents permanents sont la fondation de la préparation des Forces armées canadiennes depuis novembre 2022, mois durant lequel ils ont été admis au sein des Forces armées. Jusqu'à présent, seuls 50 % des résidents per-

manents qui postulent aux Forces armées canadiennes sont acceptés.

Cette collaboration avec le ministère fédéral de l'Immigration permettra d'accélérer l'obtention de renseignements afin de réduire les délais administratifs et, ultimement, d'accélérer l'obtention du statut de Canadien pour les militaires actifs au sein des Forces armées canadiennes.

«Nous devons moderniser le processus d'embauche pour rester concurrentiels dans un marché de travail hautement compétitif et pour attirer des personnes talentueuses», d'ajouter la lieutenant-générale Lise Bourgon.

Processus de recrutement simplifié

Le processus de recrutement sera également simplifié. Il sera désormais possible de postuler aux Forces armées canadiennes en personne ou en ligne via un portail numérique. Cette fonctionnalité permettra de faciliter de manière considérable les communications et d'éliminer les obstacles qui en ont incité plusieurs à abandonner le processus d'embauche par le passé. La paperasse sera finie et ce sera la simplicité avec ce portail numérique qui entre en vigueur au mois d'avril. Les Forces armées canadiennes estiment que les candidatures nécessiteront 37 jours de traitement en moins.

Il sera désormais possible de suivre



Photo : Page Facebook des Forces armées canadiennes

On modernise et améliore le processus d'enrôlement. Les délais sont réduits pour les postulants tout en maintenant les mêmes normes élevées pour les militaires. Cette initiative s'inscrit dans les efforts continus de recrutement.

son processus d'embauche et de soumettre des documents en ligne mettant de l'avant le fait que le portail est la première étape d'un processus de modernisation plus général.

Un recrutement axé sur l'équité

Les Forces armées canadiennes poursuivent leur recrutement axé sur l'équité en matière d'emploi. On indique que 18 % des membres des Forces armées canadiennes s'identifient comme des femmes et 5,2 % sont d'origine autochtone.

Madame Bourgon a attribué ces résultats, qu'elle juge positifs, à la forte campagne publicitaire des derniers mois sur les réseaux sociaux ainsi qu'à des initiatives ciblées afin d'atteindre les objectifs en recrutement. La lieutenant-générale a indiqué que ce processus de modernisation du recrutement est intimement lié à un processus de réactualisation de la gestion des ressources humaines.

«Afin d'augmenter le bassin de recrues et de réduire les risques de sécurité, une période de sursis a été élaborée en décembre dernier. Durant cette période de sursis, le candidat doit passer différents contrôles de sécurité [respecter] les normes médicales et démontrer qu'il possède les mêmes valeurs que celles que possèdent les Forces armées», a précisé Lise Bourgon.

Le recrutement est la priorité actuelle des Forces armées canadiennes

La cheffe d'état-major de la Défense, la générale Jennie Carignan, a, pour sa part, mentionné que le recrutement est la priorité actuelle des Forces armées canadiennes. «L'objectif à court terme», a-t-elle dit, «est de restaurer les forces régulières à

71 500 membres ainsi que les forces de réserve à 30 000 membres.»

Elle ajoute que plusieurs autres changements ont déjà fait une grande différence dans les candidatures et les admissions de futurs militaires. Elle souligne par exemple que l'armée a modifié l'automne dernier les règles relatives à la cote de sécurité, de sorte que les nouveaux militaires n'ont plus besoin du même niveau de sécurité.

La générale Carignan a expliqué que les changements apportés aux critères médicaux d'entrée dans l'armée sont en vigueur depuis janvier. «Il faut s'adapter à l'environnement d'aujourd'hui tout en exerçant une gestion des risques», a-t-elle dit. Étant donné que les changements ont été apportés récemment, elle estime qu'il faudra un peu de temps pour en voir les effets sur le recrutement.

Mme Carignan admet qu'au cours des dernières années, les Forces armées canadiennes n'ont pu atteindre qu'environ 60 à 65 % de leur objectif de recrutement. Or, en seulement quelques mois après avoir apporté des changements à son processus d'enrôlement, elle a déclaré que l'armée dépassait maintenant la barre des 80 %.

«Je suis modérément optimiste quant à notre capacité à atteindre notre objectif cette année», a déclaré Mme Carignan. «Il y a beaucoup d'intérêt, il s'agit maintenant de convertir cet intérêt en offres et en sélections réelles pour les Canadiens qui frappent à notre porte.»

Plusieurs événements de recrutement des Forces armées canadiennes ont lieu en ligne ou en personnes. Pour plus d'informations, visitez le site Web suivant : <https://forces.ca/fr/events-fr/#/>.



Photo : Gracieuseté

La lieutenant-générale Lise Bourgon. (Gracieuseté)



Photo : Gracieuseté

La cheffe d'état-major de la Défense, la générale Jennie Carignan. (Gracieuseté)



Campagne provinciale pour encourager le magasinage local

Les Chambres de commerce de l'Île-du-Prince-Édouard unissent leurs forces pour lancer une campagne provinciale «Achetez local / Shop Local» afin d'encourager les Insulaires à soutenir les entreprises locales et à reconnaître le rôle essentiel que tous les Insulaires jouent dans le maintien de l'économie de l'Île.

La «Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce», en collaboration avec la «Eastern PEI Chamber», la «Kensington and Area Chamber», la «Greater Summerside Chamber of Commerce», la «West Prince Chamber of Commerce» et la Chambre de commerce acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard, lance cette initiative stratégique qui vise à modifier les habitudes des consommateurs et à renforcer la valeur du magasinage local.

Pour Raymond J. Arsenault, gestionnaire de La Chambre de commerce acadienne et francophone de l'ÎPÉ, l'organisme compte des membres qui agissent naturellement comme voisins entre eux et dans leurs communautés respectives, qu'ils vivent à Tignish, Abram-Village, Summerside, Rustico, Charlottetown, Montague ou Souris. «Maintenant, plus que jamais», poursuit-il, «il est temps de prouver que, comme nos ancêtres, nous avons un esprit coopérateur solide et que nous sommes prêts à nous appuyer l'un à l'autre. Pour les Insulaires, voilà une occasion idéale pour montrer à nos entreprises locales que nous apprécions les produits et les services qu'elles nous offrent ainsi que les commandes qu'elles offrent à nos équipes sportives, nos projets scolaires et nos événements communautaires.»

Les principaux objectifs de la campagne sont d'augmenter les dépenses locales pour faire circuler davantage d'argent dans l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, de faire en sorte que les consommateurs délaissent les achats internationaux au profit des entreprises locales, et de soutenir les emplois locaux en renforçant l'importance d'un patronage réfléchi. Au cours des semaines et des mois à venir, les habitants de l'Île verront le déploiement de la campagne, qui mettra en évidence les avantages économiques des achats dans les entreprises locales.

Impacts économiques importants

Les Chambres de commerce apprécient le soutien du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, qui reconnaît



Stéphane Blanchard, directeur général de RDÉE Île-du-Prince-Édouard, et Raymond J. Arsenault, gestionnaire de la Chambre de commerce acadienne et francophone de l'ÎPÉ, se sont fait un plaisir de lancer officiellement la version française de la campagne provinciale «Shop Local / Achetez local». (Photo : Gracieuseté)

l'importance de modifier les comportements des consommateurs, en particulier dans le contexte de l'incertitude entourant les relations commerciales et les droits de douane potentiels des États-Unis. Ces défis mettent en péril 1,8 billion de dollars d'exportations de l'Île-du-Prince-Édouard, plus de 8 000 emplois canadiens reliés aux exportations de l'Île et 249 entreprises de la province. Une perturbation aussi importante des marchés d'exportation aura un effet d'entraînement sur la plupart des entreprises de la province, ce qui mettra encore plus d'emplois en péril.

Les Chambres de commerce se réjouissent de cette grande initiative et

sont enthousiastes à l'idée de participer à cette campagne d'achat local à l'échelle de l'Île. «C'est un moyen fantastique de promouvoir les entreprises locales, d'inciter la population à consommer des produits locaux et de donner un coup de pouce indispensable au commerce local», d'ajouter Mitch Martin, directeur général de La «Greater Summerside Area Chamber of Commerce».

Collectivement, les habitants de l'Île peuvent ainsi protéger les emplois locaux et renforcer la résilience économique. Comme le dit le slogan : «Achetez local. Appuyons nos voisins. C'est notre façon à l'Île.»

Source : RDÉE ÎPÉ



Nous reconnaissons qu'en raison de certaines circonstances, tout ne peut pas être fabriqué à 100 % sur l'Île ou au Canada, mais chaque Insulaire peut choisir consciemment d'appuyer les entreprises locales et leurs employés. Chaque dollar dépensé localement contribue à soutenir les emplois, les entreprises et, en fin de compte, les communautés que nous chérissons tous.

Bianca McGregor, présidente-directrice générale de la «Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce»



La Voie de l'emploi

Revue sur la recherche d'emplois et la planification de carrières à l'Î.-P.-É.

5, Ave Maris Stella
Summerside (ÎPÉ) C1N 6M9
902-436-6005
marcia.enman@lavoixacadienne.com
<https://lavoiedelemploi.com>

Responsable de la publication :
Marcia Enman

Journalistes : Claire Lanteigne

Mise en page : Alexandre Roy

Correctrice : Yvonne Charles

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Î.-P.-É. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Î.-P.-É. sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'ÎPÉ.